

Freins aux initiatives locales et pratiques d'actions solidaires comme alternative dans le processus de développement local en Afrique de l'ouest : le cas du pays Toura (Côte d'Ivoire)

Moustapha Soumahoro

Département de géographie

Université Laurentienne (Sudbury, Ontario)

Le présent travail explore les difficultés liées au processus de développement en milieu rural Toura et les actions initiées par les acteurs locaux pour relever le défi. Ce travail s'intéresse particulièrement à deux questions essentielles : la première, à l'identification des pratiques et des actions qui constituent des freins à la mise en place des projets, à leur exécution et à leur finalisation par la communauté villageoise. Autrement dit, il s'agit de comprendre comment, en dépit des bonnes volontés et des intentions souvent affichées par les acteurs locaux (jeunes, femmes et vieux), les projets piétinent quand ils ont la chance de démarrer ou, au pire, restent uniquement au stade des idées. La seconde porte sur l'analyse des nouvelles pratiques et actions sociales mises en place par les acteurs pour relever le défi du développement local. Pour répondre à ces questions, nous partons de deux hypothèses : premièrement, que les pratiques et les actions qui freinent la réalisation des projets s'expliquent par la très forte prégnance des valeurs sociales traditionnelles qui déterminent en grande partie le comportement des acteurs locaux. La deuxième, que les acteurs développent, à partir des anciennes formes traditionnelles de travail, de nouvelles pratiques d'organisation communautaire et collective axées sur la mobilisation financière et sur une stratégie doublement basée sur les actions, internes et externes, afin de faciliter un début de développement dans les villages.

Quelques précisions méthodologiques

Une approche systémique et un intérêt pour la recherche-action

La méthodologie retenue pour cette recherche a été un dosage entre l'approche systémique et la recherche-action. L'utilisation de la « méthode analytique », qui isole les éléments et les variables afin de les envisager un par un (De Rosnay, 1975) résiste peu à une observation plus globale. En effet, la complexité des comportements humains et le rapport société/milieu

exigent une étude approfondie des liens entre les phénomènes. La nature, la société et l'homme sont des éléments dont la complexité ne peut être décelée ou analysée dans un contexte monodisciplinaire. Ici, il ne s'agissait pas d'observer l'infiniment petit (les cellules) ou l'infiniment grand (l'univers) mais plutôt l'infiniment complexe : la société humaine, et en particulier la société Toura, d'où l'approche systémique, qui constitue un outil d'analyse globale d'une réalité plus complexe. Le clin d'œil fait à la recherche-action se justifie par le fait qu'elle repose sur le libre arbitre des usagers. Elle vise à développer leur autonomie en reconnaissant leur aptitude à maîtriser leur destin à l'occasion de la transformation de la situation sociale dans laquelle ils se trouvent et crée un rapport d'égalité entre le chercheur et l'acteur. Cette vision de complémentarité a été largement développée au cours de l'enquête-terrain pendant laquelle la possibilité a été donnée aux villageois d'identifier les problèmes de développement et de proposer des solutions.

Des étapes

La recherche comprenait trois étapes principales. Premièrement, une collecte d'information générale sur les 69 villages que compte le pays Toura (cf. carte 1). Cette première étape réalisée, la seconde, plus pratique, s'est effectuée dans 15 villages où des entretiens avec le conseil du village et les responsables des associations ont été réalisés. La troisième étape s'est focalisée sur quatre villages choisis parmi les 15 villages de l'étape précédente. Dans les quatre villages choisis en fonction de leur niveau de développement, des activités ont été réalisées. Il s'agit de *focus groups* avec les responsables villageois et les associations villageoises, d'entretiens avec le conseil du village, d'entretiens avec des acteurs-leaders et de l'administration de questionnaires à 120 paysans.

Freins au développement local en pays Toura

Le développement local est la capacité généralisée d'une société de se prendre en charge, ou encore est un processus par lequel une société se donne les moyens de mobiliser ses forces productives dans la transformation de son milieu en vue d'améliorer les conditions de vie et le bien-être de ses membres (Bernier, 1984). Cependant, dans le pays Toura, la capacité des paysans à se prendre en charge se heurte à un certain nombre de difficultés (cf. tableau 1) dont les causes sont internes mais aussi externes. Dans la présente étude, l'intérêt a porté uniquement sur les causes internes. Nous avons voulu mettre l'accent sur quelques-uns de ces problèmes, dont la persistance constitue un handicap majeur dans le processus de développement. Les obstacles importants au développement s'articulent autour d'un environnement tridimensionnel : 1) environnement social et traditionnel, 2) environnement organisationnel et 3) environnement structurel.

Environnement social et traditionnel

La conception d'un développement basé sur la population à partir de la base présuppose que la participation n'est pas seulement une fin en soi mais également une condition fondamentale et un outil permettant de mettre au point des stratégies de développement efficaces. Cette participation des acteurs locaux est conditionnée par leur environnement social et traditionnel, lequel peut jouer un rôle de facteur accélérateur ou de facteur entropique. En

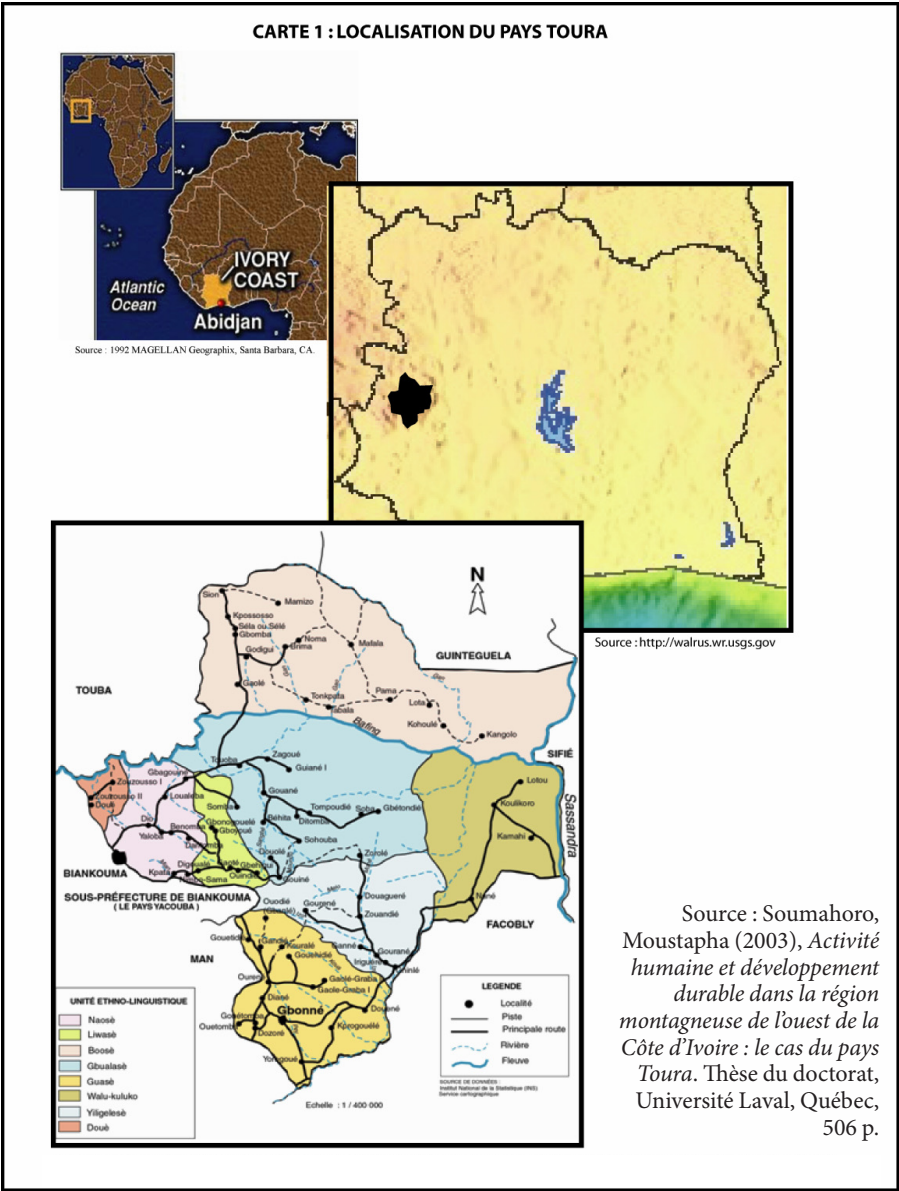


Tableau 1 : Résultats des projets et des problèmes qui bloquent la réalisation d’autres projets

VILLAGE	GBAGOUINÉ	GAOTÉ	GOUANÉ	KPATÁ
Le bilan des actions initiées par les villageois et les projets à venir.	<ul style="list-style-type: none">La petite taille du villageLe projet de lotissement du villageLe projet de regroupement du village avec les campements avoisinants	<ul style="list-style-type: none">Un dispensaire fonctionnelUne école primaire fonctionnelleLe village est lotiUne pompe hydraulique existeLe projet d’achat du véhicule de transportLe projet d’électrification du villageLe projet d’achat d’une machine à décorquer	<ul style="list-style-type: none">Une école primaire fonctionnelleUn dispensaire non fonctionnelLe village est lotiLes deux pompes hydrauliques construitesUn magasin de stockage construitLa machine à décorquer est en panneLe projet de champ communautaire de palmier à huile	<ul style="list-style-type: none">Une école primaire fonctionnelleUne infirmerie fonctionnelleUne maternité non fonctionnelleLe village est lotiLe village est électrifiéLe village bénéficie d’eau couranteUn magasin de stockage a été bâti
Les problèmes qui freinent ou bloquent la réalisation des projets	<ul style="list-style-type: none">La petite taille du village entraîne une faible mobilisation des ressources financièresLa persistance d’un refus à tout regroupement des villages pour des raisons socioculturelles et économiquesL’immigration se fait à la périphérie du villageL’échec antérieur des associations à cause de la mauvaise gestion limite l’ardeur des villageois à créer une autre associationLe non remboursement des prêts antérieurs et l’absence d’un mécanisme de recouvrement des prêts empêchent toutes initiatives et précipitent la mort de toute associationUne désorganisation des rapports interpersonnels entre vieux-jeunes et femmes-hommesLe manque d’autorité des aînésL’absence d’acteur dynamique et de leader d’opinionL’attitude fataliste des villageois qui ne croient pas en une quelconque activité associative	<ul style="list-style-type: none">Le problème de représentativité au sein du conseil du villageL’absence de structure organisationnelle collectiveLes difficultés à mobiliser les cotisations individuelles de chaque villageoisLe conflit d’intérêts entre le nouveau village et l’ancien villageLa persistance d’objectifs divergents au sein de l’association des femmesLe conflit lié à la gestion de la machine à décorquerLe conflit de leadership dans l’association des femmes et le refus de voir le pouvoir se concentrer dans les mains d’une seule famille ou d’un lignageL’absence de moyen de pression sur l’administration afin de pourvoir l’école en nombre d’instituteurs manquants	<ul style="list-style-type: none">Les interventions répétées des hommes dans les prises de décisions au niveau de l’occasion des femmesLa persistance d’objectifs divergents au sein de l’association des femmesLe conflit de leadership dans l’association des femmes et le refus de voir le pouvoir se concentrer dans les mains d’une seule famille ou d’un lignageLes villages voisins refusent de donner leur part de financement pour l’équipement de l’infirmerieLa faiblesse du prix du café appauvrissant plus de villageois et rend illusoire toute volonté de colisationL’absence de moyen de pression sur l’administration afin de pourvoir l’école en nombre d’instituteurs manquantsL’infirmerie refusant de rejoindre son posteLa crise au niveau du bureau exécutif de l’association des femmes	<ul style="list-style-type: none">Les initiatives de développement sont mises à l’actif des cadresLa mésentente entre les cadres du village inhibe toute action de développementL’introduction du multipartisme a entraîné un dysfonctionnement dans les sphères de prises de décisionsLe rapport entre les anciens et les jeunes est maintenant de nature contestataire et conflictuelLa méconnaissance des circuits de commercialisation par l’association des femmesLe retrait de la parcelle de terre attribuée à l’association des femmes pour faire les champs communautairesLa persistance d’objectifs divergents au sein de l’association des femmesL’hostilité des hommes vis-à-vis de l’action communautaire des femmesLe refus de la COOPAGCI d’apporter son soutien financier à certaines actions entreprises par le conseil du village

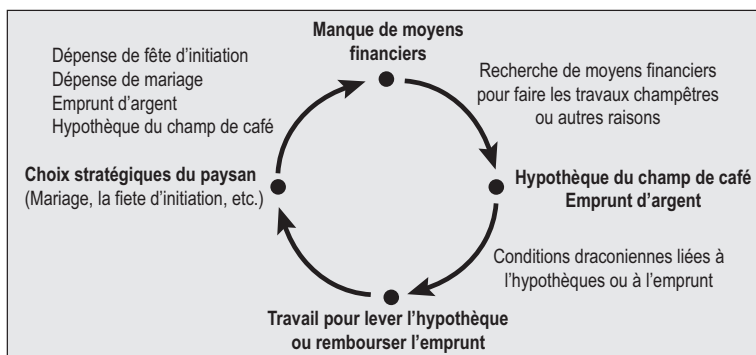
pays Toura, le comportement des acteurs locaux, largement influencé par leurs valeurs sociales et le poids de la tradition, a favorisé un processus de paupérisation et de désorganisation sociale qui met à rude épreuve les actions de développement.

Pauvreté des acteurs : un obstacle majeur au développement

Le concept de pauvreté réfère à une situation où une personne ou un groupe de personnes fait face à un manque ou à une insuffisance quelconque par rapport à un standard minimum de niveau de vie (Groleau et Makdissi, 2002). Peter Townsend (1974) abonde dans le même sens. Selon lui, la pauvreté est le manque de ressources nécessaires pour obtenir l'alimentation type, pour pouvoir participer aux activités et pour avoir les conditions de vie et les commodités qui sont habituellement — ou au moins — largement acceptées ou admises comme la norme dans les sociétés auxquelles les pauvres appartiennent. La pauvreté est donc un manque d'avoir (argent, logement, nourriture, vêtements) et un manque de l'être physique, psychologique, social ou moral (maladie, handicap, analphabétisme, isolement, absence de relations significatives, etc.) (Lessard, 1987). La pauvreté des acteurs Toura est due en grande partie à un manque d'avoir. Elle découle en grande partie des actes et des décisions du paysan. C'est la raison pour laquelle nous avons souhaité aborder le problème de pauvreté en nous intéressant au processus de paupérisation et non à l'état de pauvreté. Il s'agit de comprendre quelles sont les actions ou les décisions qui favorisent le processus de paupérisation. L'étude a permis de ressortir trois causes principales. Il s'agit 1) des choix stratégiques et des priorités définies par le paysan, 2) des facteurs indépendants de la volonté du paysan et, enfin, 3) de la gestion de la production agricole vivrière.

Le processus de paupérisation découlant du choix du paysan est provoqué par des actions sociales que le paysan pose de manière consciente et volontaire (cf. figure 1).

Figure 1
Processus de paupérisation : emprunt et remboursement provoqué



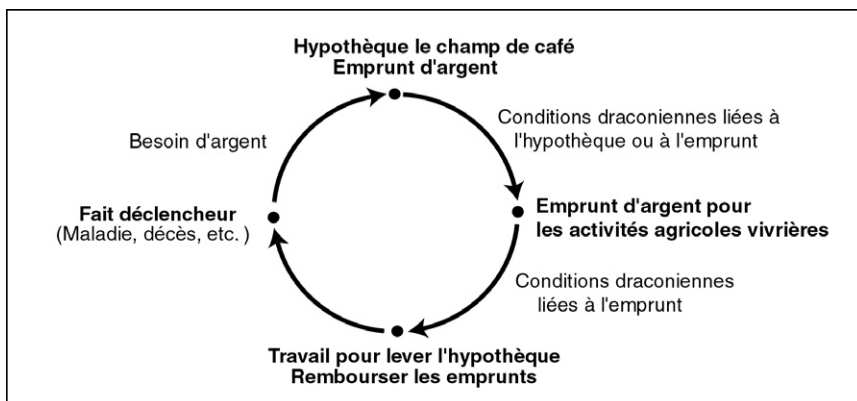
La fête d'initiation et le mariage constituent les socles de la société Toura. L'affirmation de soi et de son identité d'appartenance à la communauté passe nécessairement par la capacité à pouvoir se marier, donc à fonder un foyer, et aussi par sa capacité à organiser les fêtes d'initiation de ses enfants. Ces pratiques sont porteuses d'une charge symbolique et sociale importante que tout paysan doit être capable de réaliser une fois au moins dans sa vie (Holas, 1962; Gonin, 1986; Soumahoro, 2003). Elles sont à la base de la très grande majorité des prêts contractés par les paysans et constituent la principale cause de la paupérisation des paysans. Cette charge symbolique amène le paysan à faire souvent des choix qui se justifient au regard des valeurs traditionnelles mais qui n'ont pas forcément une justification rationnelle. L'exemple le plus courant que l'enquête terrain a pu vérifier est l'organisation d'un mariage ou d'une fête d'initiation par le paysan sans qu'il ne dispose lui-même de moyens financiers nécessaires.

Pour atteindre son objectif, le paysan va emprunter de l'argent ou va hypothéquer son champ de café, le plus souvent dans des conditions draconiennes¹. Cette décision du paysan constitue la première phase du processus de paupérisation. Dépossédé de sa principale source de revenu (le champ de café) et dépourvu d'argent, il doit, pour récupérer son champ de café, rembourser l'argent emprunté et aussi s'attacher les services des associations pour les travaux champêtres rémunérés. Où trouver l'argent? Le paysan emprunte de l'argent pour les travaux champêtres. Les mêmes conditions draconiennes d'emprunt lui sont imposées. Après la récolte du riz, il rembourse les créanciers. Il se retrouve pratiquement sans argent pour satisfaire ses propres besoins et pour lever l'hypothèque sur son champ de café. Il emprunte de nouveau de l'argent en espérant faire de meilleures récoltes de riz pour rembourser ses créanciers et lever l'hypothèque sur son champ de café. Toutes ces actions s'inscrivent dans une logique d'emprunt et de remboursement qui s'étend souvent sur des années et finit par l'appauvrir considérablement.

À cela, il faut ajouter le processus de paupérisation provoqué par des facteurs indépendants de la volonté du paysan (cf. figure 2). Il s'agit de la maladie, d'un accident, d'une mauvaise récolte, etc.

¹ Pour une somme de 5 000 F CFA (12,50 \$ Can) empruntée, le paysan rembourse en nature en donnant un sac de riz de 100 kg minimum (ou trois cuvettes de 40 kg de riz bien remplies plus une cuvette supplémentaire comme cadeau). Dans le cas contraire, il rembourse la somme de 5 000 FCFA avec un intérêt de 2 500 F CFA (6,25 \$ Can) soit un intérêt de 50 %. Dans d'autres localités, pour 5 000 F CFA empruntés, le paysan rembourse 15 000 F CFA (37,50 \$ Can), soit plus de 200 % d'intérêts. Lorsqu'il s'agit d'une plantation de café, l'hypothèque peut aller de un à trois ans. Pour rentrer en possession du champ de café, il faut rembourser la somme empruntée. Pendant ces trois années, le créancier exploite le champ de café. Après trois ans, si le paysan n'a pas pu rembourser ses emprunts, le créancier continue à exploiter le champ de café jusqu'à ce qu'il soit remboursé ou qu'un compromis soit trouvé.

Figure 2
Processus de paupérisation : emprunt et remboursement involontaire



Les propos tenus par un jeune paysan rencontré à Gouané exprime mieux cette seconde situation (cf. encadré 1).

Encadré 1
Cercle vicieux de l'emprunt de remboursement

Mon fils est tombé gravement malade. Je n'avais pas d'argent. Pour aller le faire soigner à l'hôpital, j'ai été obligé de mettre ma plantation de café en garantie de 3 ans pour une somme de 60 000 F CFA (150 \$ Can). Pour récupérer mon champ de café, je dois rembourser la somme de 60 000 F CFA. Je n'ai aucun autre champ de café et je n'ai plus d'autre source de revenu. Je ne sais pas comment faire pour rembourser les 60 000 F CFA. En plus de cela, lorsque les travaux champêtres commencent, il faut de l'argent pour louer les services des contractuels ou des associations. Une fois encore, je suis obligé d'aller prendre des crédits. Le créancier me pose des conditions difficiles que je suis obligé d'accepter. Pour la somme de 5 000 F CFA (12,50 \$ Can) qu'il me donne, je dois lui remettre un sac de riz ou 15 000 F CFA (37,50 \$ Can). J'ai emprunté la somme de 30 000 F CFA (75 \$ Can). Cela revient à 6 sacs de riz que je dois lui donner après la récolte. La moyenne de sacs de riz que je peux avoir après la récolte est de 10 sacs. Si je donne 6 sacs de riz à mon créancier, il ne me restera que 4 sacs de riz. J'ai une famille et des enfants, qu'est-ce que je peux bien faire avec 4 sacs de riz? Je serai obligé d'aller revoir mon créancier pour d'autres prêts avec les mêmes conditions de remboursement. Je n'arrive pas à m'en sortir et cela fait 4 ans que ça dure. J'ai l'impression de travailler pour les autres.

Source² : Propos d'un jeune paysan de Gouané

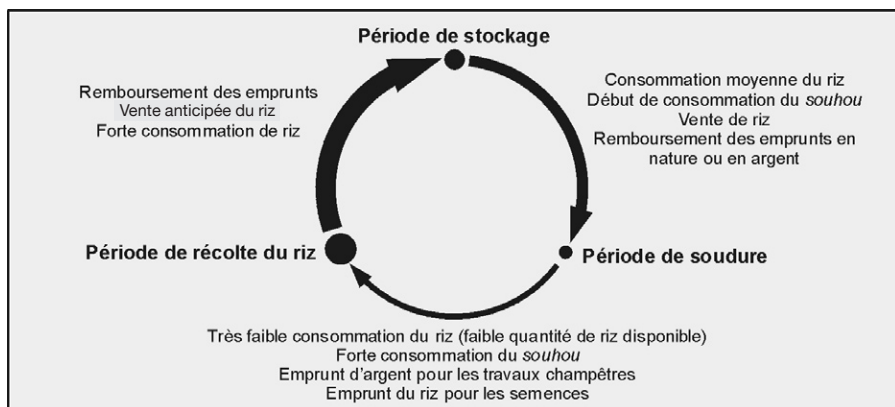
² Tous les propos tenus et encadrés ont été traduits de la langue toura à la langue française.

Ce cycle d'endettement et de remboursement va reprendre lors des prochains travaux champêtres. Il constitue une sorte de souricière dans laquelle le paysan est pris et il sera difficile pour lui de s'en sortir. Ces deux situations peuvent être considérées comme des cas isolés qui malheureusement commencent à prendre de l'ampleur dans les villages.

La mauvaise gestion des ressources vivrières de la part des paysans constitue la troisième forme de paupérisation. Elle est presque devenue banale, car elle touche de manière directe ou indirecte la majorité des paysans. Elle est provoquée par l'absence de gestion rationnelle des stocks de riz dont dispose le paysan (cf. figure 3).

Figure 3

Cycle de la pauvreté-dépendance liée à la gestion de la production du riz



Pendant la période de récolte du riz, le paysan varie très peu son alimentation. La consommation du riz est quasi quotidienne, et ce, au détriment des autres mets, en particulier le *souhou*³ qu'il considère comme une alimentation de seconde qualité. Pendant cette période, le paysan effectue des ponctions importantes sur son stock pour rembourser les prêts antérieurs, tandis que sa femme fait de la vente anticipée pour faire face aux frais occasionnés par l'achat des condiments et par la paye des groupes de travail. De la période de stockage du riz à la période de soudure, la consommation du riz diminue et le paysan commence à consommer le *souhou*. C'est pendant cette période qu'il commercialise le riz pour augmenter ses revenus et rembourser ses différentes dettes. De la période de soudure à la période de récolte du riz, le paysan ne consomme pratiquement plus que le *souhou*. Il ne dispose même plus de riz. Il arrive souvent que le paysan emprunte du riz pour les semences et de l'argent pour les travaux champêtres qu'il doit rembourser après la prochaine récolte.

³ Mets obtenu à partir de la cuisson de la farine de manioc transformée en pâte.

L'absence de diversification de l'alimentation tout au long de l'année constitue une stratégie qui met le paysan dans un cercle continu de prêt et de remboursement et le rend dépendant de ses créanciers. Cette situation est parfois expliquée par la faiblesse de la production du riz. Cependant, cette explication résiste peu à l'analyse des faits. Il faut plutôt s'intéresser à la gestion du stock alimentaire par le paysan. Tout compte fait, l'effort du paysan se dissout dans ce cercle vicieux, qui a tendance à l'appauvrir ou tout au moins à le maintenir dans une situation qui ne lui permet pas d'avoir les ressources nécessaires pour satisfaire ses besoins et participer de manière active au processus de développement.

Les paysans qui se trouvent dans l'un des trois cas ci-dessus ne peuvent être en aucune manière des acteurs dynamiques du processus de développement, car ils sont préoccupés par leur propre survie. Ils se trouvent ainsi dans l'impossibilité d'apporter un apport significatif à toutes actions ou projets de développement au niveau du village.

Désorganisation sociale : un handicap majeur au processus de développement

Dans le pays Toura, les structures traditionnelles jouent un rôle fondamental dans l'organisation de la vie en société et le maintien de l'équilibre social entre les individus (Holas, 1962; Gonin, 1986). Le poids de ces structures a été souvent jugé écrasant pour l'individu qui ne pouvait pas libérer ses énergies créatrices à cause de la rigueur des lois traditionnelles et de la discipline communautaire (Soumahoro, 2003). Cependant, l'observation de la situation inverse, à savoir l'affaiblissement de l'autorité traditionnelle et le relâchement des comportements sociaux qui entraînent une désorganisation sociale, n'est pas propice non plus à la réalisation des actions de développement. La situation observée dans le village de Gbagouiné illustre très bien le lien entre désorganisation sociale et absence d'initiatives de développement et met au centre de la problématique de développement le comportement social de l'individu.

Dans le village de Gbagouiné, il existe une apparence de cohésion sociale dans l'application et le respect des lois traditionnelles et une réalité de désorganisation ou de non cohésion dans les rapports interpersonnels entre jeunes et anciens, entre hommes et femmes, etc. On observe une sorte de désarticulation entre les différents compartiments de la société villageoise. Les indicateurs d'une telle désorganisation sont la suspicion, la médisance, la méfiance, le manque de respect, le manque de confiance et le manque d'autorité des aînés et du chef. Il existe un nivellement de la société qui est contraire à l'organisation sociale des villages Toura. Ce nivellement au niveau social explique la léthargie qu'on observe dans la gestion et la prise

de décision. Les propos ci-dessous (cf. encadré 2) résument assez bien l'état d'esprit de la population villageoise.

Encadré 2

Désorganisation sociale à Gbagouiné

Les villageois ne s'entendent pas. Ils sont conscients de cette réalité. Pour certains villageois, il est inutile d'assister aux réunions qui de toute façon n'aboutissent à rien. Lors des réunions, il existe une apparence d'entente qui cède la place à une réalité de divergence d'idées une fois sorti de la réunion. Pour certains villageois, il existe trop de personnes intelligentes ou qui croient l'être dans le village et qui ne jurent que par leurs idées. Elles veulent que leurs idées triomphent dans les débats ou dans le cas contraire, elles se mettent à l'écart du processus. Elles ne supportent pas la contradiction et personne ne veut faire de concession. Tout le village est conscient de cette situation mais la solution tarde à venir.

Source : Propos d'un membre du conseil du village de Gbagouiné

La persistance d'un environnement social hostile non propice à la prise des décisions et l'inefficacité de l'autorité traditionnelle à gérer les contradictions et à jouer son rôle d'initiateur de développement rendent pratiquement difficile toute action de développement.

Environnement organisationnel

La prise de conscience par les populations locales de la nécessité de prendre en charge leur propre développement, au regard de la faible intervention de l'État, a favorisé l'émergence et la création des associations de développement. Toutefois, ces associations se heurtent à des problèmes d'organisation interne qui fragilisent leurs actions et compromettent l'atteinte des objectifs fixés.

Difficultés des associations de développement

Les difficultés que rencontrent les associations villageoises de développement sont nombreuses et sont liées à des problèmes de gestion, de leadership, de rapport entre hommes et femmes. Ces difficultés sont la plupart du temps la cause de la disparition de certaines associations villageoises ou du ralentissement des activités d'autres associations.

La très grande majorité des associations villageoises est gérée de manière traditionnelle. Les quelques rares associations gérées de manière plus moderne le sont toutefois de manière approximative, car dans les villages, la gestion repose avant tout sur la confiance mutuelle. L'argent est épargné au village; il n'existe aucun document comptable et les transactions et autres

dépenses engagées sont conservées dans la mémoire de chaque responsable. Le résultat a été que les fréquents détournements de fonds ont entraîné des conflits internes à l'association, voire la disparition de l'association. Même au niveau des structures qui s'initient à la gestion moderne, ayant un compte épargne à la banque et une comptabilité, les détournements de fonds de la part des responsables sont réels. Cette situation est à la base de la disparition de nombreux groupements à vocation coopérative (GVC) dans les villages Toura.

Un autre problème majeur au sein des associations est le remboursement des emprunts financiers. L'aide apportée aux membres sous forme de prêts n'est presque jamais remboursée ou ne l'est que partiellement. Cette situation crée une tension entre les membres de l'association et bloque son fonctionnement, car elle est à la source de discordes incessantes. La disparition de l'association des hommes et des femmes du village de Gbagouiné trouve son origine dans le non remboursement des prêts par certains membres.

Le bon fonctionnement d'un ensemble d'associations est également compromis par des conflits de leadership ou de personnes. Ces conflits reposent la plupart du temps sur la représentation que se fait le villageois d'un poste de responsabilités. Un poste de responsabilités est perçu comme un poste d'autorité et une parcelle de pouvoir. Dans un tel contexte, l'accès aux postes de responsabilités doit tenir compte de l'équilibre des forces entre les lignages et les différentes familles du village, et ce, au détriment des valeurs de compétences, de rigueur dans le travail (cf. encadré 3).

Encadré 3 **Problèmes de leadership dans les associations**

Le problème est que l'actuelle présidente veut se retirer. Pour une nouvelle élection, d'autres groupes de femmes ne veulent pas que le poste de présidente de l'association revienne au clan du chef du village et surtout à ses femmes même si leurs compétences sont reconnues de toutes et de tous. Pour elles, cela revient à un double commandement et à la domination d'un clan ou d'un lignage sur les autres.

Source : Focus group avec l'association des femmes de Gaoté I

Il existe aujourd'hui une situation de blocage au niveau de l'association des femmes à cause du départ de la présidente. Face à ce blocage, les villageois souhaitent nommer la vice-présidente. Malheureusement, un groupe de villageois et villageoises refuse cette nomination parce qu'elle est la femme du chef du village. Cela est considéré comme une concentration du pouvoir dans une même famille que certains jugent inadmissible.

Source : Entretien avec l'ex-présidente de l'association des femmes de Gouané

La gestion des associations est souvent vue comme devant respecter un partage de pouvoir entre les différents lignages, les familles du village ou entre les différentes personnalités villageoises. Lorsque l'accès au poste de responsabilités ne répond pas à ce schéma classique, la conséquence est un conflit d'intérêts et de personnes qui bloque la dynamique de l'association comme cela s'observe à Gouané et à Gaoté I.

Au niveau de certaines associations féminines, la finalité des actions entreprises n'est pas comprise par toutes les femmes. La manière d'utiliser l'argent gagné dans les différentes activités fait souvent l'objet de controverses et aboutit parfois à des conflits. En effet, certaines femmes, mues par l'esprit de corporation, souhaitent partager entre elles cette somme ou simplement acheter des pagens pour les différentes cérémonies. D'autres femmes, plus axées sur l'investissement, préfèrent que les sommes gagnées soient réinvesties dans des projets d'intérêts communautaires ou collectifs. L'opposition qui découle de ces deux visions différentes fragilise parfois l'action de certaines associations et hypothèque la cohésion entre les femmes.

Par leur nombre et leurs actions, les associations des femmes constituent les structures dynamiques. Elles représentent environ les trois quarts des associations que nous avons dénombrées. Cependant, l'absence d'autonomie d'action et d'initiative au sein de certaines associations à cause de l'intervention intempestive des hommes dans la gestion crée une situation de conflit permanent. Cela nuit complètement à l'atteinte des objectifs que se sont assignés ces associations. La destitution de la présidente de l'association des femmes de Gouané par les hommes constitue une preuve tangible de cette intervention masculine. Dans certains cas, la très grande autonomie (planifier et décider des actions à entreprendre sans consulter les hommes) qu'affichent certaines associations est très mal perçue par les hommes. Dans un tel cas, l'attitude des hommes se manifeste par un désintérêt à l'égard des actions entreprises par les femmes. Toutes les activités champêtres qu'ils effectuent pour l'association des femmes sont rémunérées. Les hommes affichent souvent une volonté sournoise de voir échouer les projets initiés par les femmes afin de pouvoir justifier l'échec par le fait qu'ils n'ont pas été consultés. Les difficultés rencontrées par l'association des femmes de Kpata s'inscrivent dans cette logique de phallocratie (cf. encadré 4).

Encadré 4

Attitude des hommes face aux initiatives féminines

Nous avons créé des champs communautaires. Nous avons participé à des travaux champêtres rémunérés. La somme de 200 000 F CFA (500 \$ Can) obtenue la deuxième année a été totalement investie dans le champ communautaire. L'argent gagné après la deuxième année est actuellement épargné au village. Malheureusement, nous ne sommes

pas aidés par nos hommes. Ils ne se sont pas impliqués et à la limite ils souhaitaient l'échec des activités entreprises. Les hommes ont été payés pour toutes les activités réalisées pour nous. Ils voient d'un très mauvais œil nos activités. Il semble que les hommes nous reprochent le fait que nous ne leur ayons pas remis notre argent pour qu'ils le gardent.

Source : Entretien avec les responsables de l'association des femmes de Kpata

Perception figée sur un projet ou sur une idée

La fixation, presque obsessionnelle des paysans sur la réalisation d'un projet constitue un facteur d'immobilisme dans la prise d'initiative. Tout se passe comme si la réalisation de ce projet constituait la condition *sine qua non* à la réalisation des autres projets. À Gouané, aucune autre initiative de développement n'est entreprise. Tout le processus de développement semble être ralenti dans le village et toutes les idées sont focalisées sur le dispensaire et son équipement. À Kpata, c'est le logement de la sage-femme et la réalisation de projets qui ne sont pas ou plus envisagés. Dans le village de Gbagouiné, le temps semble s'être arrêté : le lotissement du village est le projet obsessionnel des villageois. Il semble être le sésame qui permettra de faire le saut qualitatif dans le développement. Pourtant, bien de petits projets pourraient être réalisés, qui ne dépendent pas obligatoirement du lotissement du village.

Multipllicité des associations : un frein à l'action de développement?

L'enthousiasme avec lequel le conseil du village⁴ et les associations villageoises énoncent leurs différents projets laisse entrevoir une apparence de cohérence dans une réalité de désordre. En effet, l'absence de coordination entre les différentes structures villageoises entraîne l'élaboration de plusieurs projets similaires. Plusieurs associations d'un même village se retrouvent avec des projets identiques (cf. tableau 2) tandis que certaines associations en sont complètement dépourvues. Tout cela fait un peu désordre et constitue le signe évident d'une absence d'action convergente entre les associations villageoises, d'une part, et entre le conseil du village et les associations villageoises, d'autre part. Cette absence de coordination se situe à un niveau horizontal (entre les associations) et à un niveau vertical (entre associations et conseil du village) et a des conséquences sur le développement des villages.

⁴ Le conseil du village est le gouvernement du village. Il gère la vie quotidienne au village. Le conseil est l'organe de décision au niveau du village et constitue, en pays Toura, l'organe suprême de décision. Tout ce qui engage l'action collective de développement est du ressort du conseil du village. Qu'il s'agisse de projets internes ou externes, le rôle et la décision du conseil sont importants. Le conseil du village est composé du chef du village et des membres du conseil, qui sont des notables issus des lignages qui composent le village. Chaque chef de lignage est membre du conseil du village. À cette composition classique, s'ajoutent souvent le chef fondateur du village et les chefs de terre. D'autres personnes, pour des raisons diverses, sont appelées à élargir le conseil.

Tableau 2
Projets de quelques associations villageoises

Villages	Structures associatives	Projets	
		Achat de machine à décortiquer	Achat de véhicule de transport
Gbagouiné	—	—	—
Gouané	Association féminine Gohizan	1	0
	Association féminine Makela	1	0
Gaoté I	Conseil du village	0	1
	Association des jeunes (Léko)	0	1
	Association féminine Goulé	1	0
	Association féminine Sowê	1	0
Kpata	Association féminine Mongui	1	0
	Association féminine Lorkékê	1	0

L'éclosion des associations villageoises, ayant souvent des objectifs identiques, peut être vue comme un dynamisme des acteurs du développement. Cela est une bonne chose. Mais cette floraison peut aussi être vue comme une incapacité du conseil du village à réguler la création et les objectifs de ces associations. Une fonction que celui-ci assume d'autant plus difficilement que cela ne faisait pas partie de sa vocation traditionnelle de gestionnaire de la société. Les associations ainsi créées évoluent et fonctionnent le plus souvent en vase clos sans relation directe entre elles.

L'enquête de terrain a montré que les différentes associations n'entretiennent pas de relations significatives et de collaboration entre elles dans les quatre villages. Les associations s'ignorent ou s'opposent, car le plus souvent elles se créent — suite à des dissensions ou à des incompréhensions — sur des bases claniques, familiales ou affectives. Il arrive souvent que les vieilles rivalités entre familles et clans se transposent dans les associations, justifiant souvent le choix des projets. Dans un tel contexte, le fait que les projets soient identiques apparaît comme un défi entre les associations qui s'organisent avec l'idée qu'elles ont les meilleurs atouts et les meilleurs acteurs. Par conséquent, elles se doivent de réussir là où les autres ont échoué. Même si cette attitude peut paraître comme un dynamisme et une volonté d'action, elle compromet sérieusement la possibilité de réaliser les objectifs fixés par les associations. Elle constitue un facteur de dispersion important des capacités d'action des acteurs, fragmente les ressources humaines disponibles et augmente le temps de réalisation des projets. Elle augmente aussi le temps de travail, ne favorise pas une meilleure redistribution des rôles et ne permet pas une efficacité dans

l'action. Au niveau individuel, cette attitude des associations, entraîne une perte d'énergie, de temps, d'efforts supplémentaires de travail et une inefficacité dans l'action. Lorsqu'un acteur se retrouve dans deux associations différentes ayant des projets identiques, il fournit deux fois plus d'efforts pour le même résultat. Son action devient alors redondante. Il va sans dire qu'il est plus rationnel que l'acteur fournisse des efforts pour des projets différents. Ainsi, d'une manière globale, cette attitude consistant souvent à voir dans un même village plusieurs associations ayant des projets identiques constitue un frein à la réalisation des projets. La dispersion des actions et des efforts fait que le projet prend un temps assez long pour être réalisé et, pour cette raison, il arrive souvent que le projet ne puisse se réaliser un jour.

L'une des explications de cette attitude des associations réside dans *l'esprit de corporation*. Cet esprit de corporation prendrait ainsi le pas sur une vision purement bénévole au service de toute la communauté. L'esprit dans lequel se conçoit un projet est important. Est-ce que le projet est conçu dans un cadre d'entraide sociale ou dans un cadre purement mercantile? Si le projet répond à un souci d'entraide sociale, le fait que plusieurs associations aient des projets identiques constitue un facteur entropique à l'action collective de développement. Mais si le projet s'inscrit dans un cadre mercantile, le fait que le même projet soit initié par une autre association ne constitue pas en soi un obstacle majeur. Dans ce dernier cas, il biaise simplement la logique d'action de solidarité villageoise et de travail communautaire des associations pour l'intérêt du village. Toutefois, cet esprit de corporation, qui est somme toute logique et encore peu développé, constitue cependant une tendance. Quelles que soient les raisons qui motivent le choix d'un projet, le fait que, dans un village, les associations aient des projets identiques constitue un problème. Les projets ainsi élaborés sont à la longue contre-productifs pour l'ensemble de la communauté. Cette situation découle, comme nous l'avons déjà souligné, du manque de communication et de coordination entre les différentes associations villageoises.

Le nœud commun entre les différentes associations devrait logiquement être le conseil du village. Il devrait être l'unique organe de régulation des rapports entre les différentes associations et entre lui et les associations. Mais cette régulation par le conseil du village des rapports entre les différentes associations n'est pas une tâche facile. L'autonomie de création de ces structures rend pratiquement impossible tout contrôle des relations qu'elles peuvent entretenir entre elles par le conseil du village. Le conseil a très peu de contrôle sur les associations de type communautaire. Cette situation s'explique surtout par le lobbying des associations. En effet, les associations sont traversées par des courants d'intérêts divergents, par des tensions implicites ou explicites dont les effets se font ressentir au sein même du conseil du village, qui apparaît dans ce cas comme un milieu où s'expriment et se confrontent les intérêts

partisans. Chaque association a un parrain officieux au sein du conseil du village sur lequel elle exerce des pressions pour faire valoir son point de vue ou défendre ses intérêts.

Entre les associations de type collectif et le conseil du village, il n'existe pas de cohérence dans les actions de développement. Les relations que nous avons observées relèvent plus d'une *relation mécanique* dans laquelle le conseil joue le rôle de *structure ponctionneuse*, et les associations, le rôle des vaches à lait. Les associations de développement sont convoquées au conseil du village lorsqu'il s'agit de les informer sur leur contribution financière ou en nature dans la réalisation d'un projet. Ce schéma est classique dans la grande majorité des villages Toura. Certaines associations féminines de développement n'ont même pas un accès direct au conseil du village. L'exemple le plus concret est celui de l'association *Mongui* à Kpata. Les doléances et les préoccupations de cette association sont transmises par l'intermédiaire d'un interlocuteur désigné par le conseil du village. Cette situation est symbolique de l'absence de coordination qu'il peut y avoir entre les associations de développement et le conseil du village. Qu'est-ce qui explique cette situation?

La fonction de propulseur ou d'initiateur du développement en milieu rural qu'on attribue au conseil du village est une fonction nouvelle qui ne faisait pas partie de ses prérogatives. Cette fonction lui a été imposée par les nouveaux besoins de la modernité. Le conseil du village a juste greffé cette nouvelle prérogative de développement à ses fonctions traditionnelles d'organisation et de régulation de la vie en société sans pour autant développer un outil de gestion et de régulation qui tienne compte de ce contexte nouveau. Le conseil du village reste une structure éminemment sociale et traditionnelle, avec un pouvoir socioculturel et politique important en rupture avec la dynamique de développement qui sous-tend l'action des associations de développement, qui ont un pouvoir économique et financier non négligeable. Cette situation crée une sorte de flottement et de vide — que nous avons malheureusement observé — entre le conseil du village et les associations. Ces difficultés sont encore plus accentuées par l'absence de vision intégrée du processus de développement par le conseil qui fait ainsi une part belle aux actions ponctuelles de développement des diverses associations.

Environnement structurel

Le développement au niveau local est, certes, avant tout une question d'engagement des acteurs locaux, avec l'appui des partenaires extérieurs, mais il est aussi une approche englobant une démarche prospective à long terme. Autrement dit, il doit prendre en compte tous les aspects des problèmes de développement. Il doit s'inscrire dans un environnement structurel permettant d'avoir une visibilité très nette des actions à entreprendre.

Absence d'action intégrée de développement

Le développement dans les villages Toura se fait sur des *actions ponctuelles de développement* en dehors de toute stratégie prospective et intégrante. Il consiste à initier des projets pour résoudre des problèmes ponctuels comme la construction d'une école, d'une maternité, etc. Cette vision ponctuelle, très locale, du développement explique les incohérences et les dysfonctionnements des structures de développement (conseil du village et associations). Les associations se créent généralement pour résoudre un problème précis et n'ont pas de vision globale à long terme. Cette situation explique les difficultés de survie ou d'adaptation d'une association une fois que l'objectif qui a motivé sa création a été atteint ou tout simplement quand elle éprouve des difficultés à atteindre ces objectifs. Cela explique aussi le fait que certaines associations butent sur des projets et qu'elles ne sont pas en mesure d'en réaliser d'autres.

Une vision globale et intégrée des actions de développement requiert une dose importante de flexibilité. C'est cette flexibilité qui permet aux diverses associations d'intégrer dans leurs champs d'actions plusieurs projets possibles et de les réaliser de manière unilatérale et parfois en accord avec d'autres associations. Le cœur de la problématique de développement dans le pays Toura est l'absence totale d'une planification du développement au niveau villageois. On navigue à vue avec des actions de développement réalisées ça et là en dehors de tout cadre de référence solidement élaboré et sans boussole. L'absence de vision globale et de planification du développement au niveau local constitue un handicap majeur. Cette absence de vision intégrée est due au manque de structures nécessaires capables de donner une cohérence aux actions de développement. Les associations villageoises, pour le moment, n'en sont pas capables parce que trop impliquées dans les réalisations d'actions ponctuelles. Elles ont besoin de voir leurs actions coordonnées dans un contexte plus global et intégré. La structure qui est supposée jouer ce rôle d'intégration et de planification du développement est le conseil du village. Toutefois, celui-ci ne dispose pas des outils nécessaires pour jouer pleinement ce rôle. L'action du conseil du village reste encore très marquée par une vision traditionaliste de la gestion sous-tendue par une relation mécanique avec les associations (Soumahoro, 2003). Cela ne lui permet pas de jouer le rôle de coordinateur du développement.

Le manque de vision intégrée et de cohérence s'observe aussi au niveau des actions collectives entreprises par plusieurs villages. Les projets qui sont réalisés (construction d'écoles de centres de santé, etc.) ressemblent plutôt à une association d'effort collectif pour résoudre un problème ponctuel qu'à une réelle volonté d'incorporer les villages dans un processus plus global et intégré de développement. La conséquence d'une telle situation est souvent le déséquilibre observé au niveau de l'engagement de chaque village ou

simplement la défection de certains villages qui refusent de payer ou de participer à la réalisation ou à la finalisation du projet. Le village de Gouané s'est ainsi retrouvé seul à financer la construction de l'école et du centre de santé, après le refus des autres villages associés au projet de verser leur contribution financière. Cette situation explique d'ailleurs l'énorme difficulté qu'éprouvent les villageois de Gouané à finaliser les anciens projets et à entamer de nouveaux.

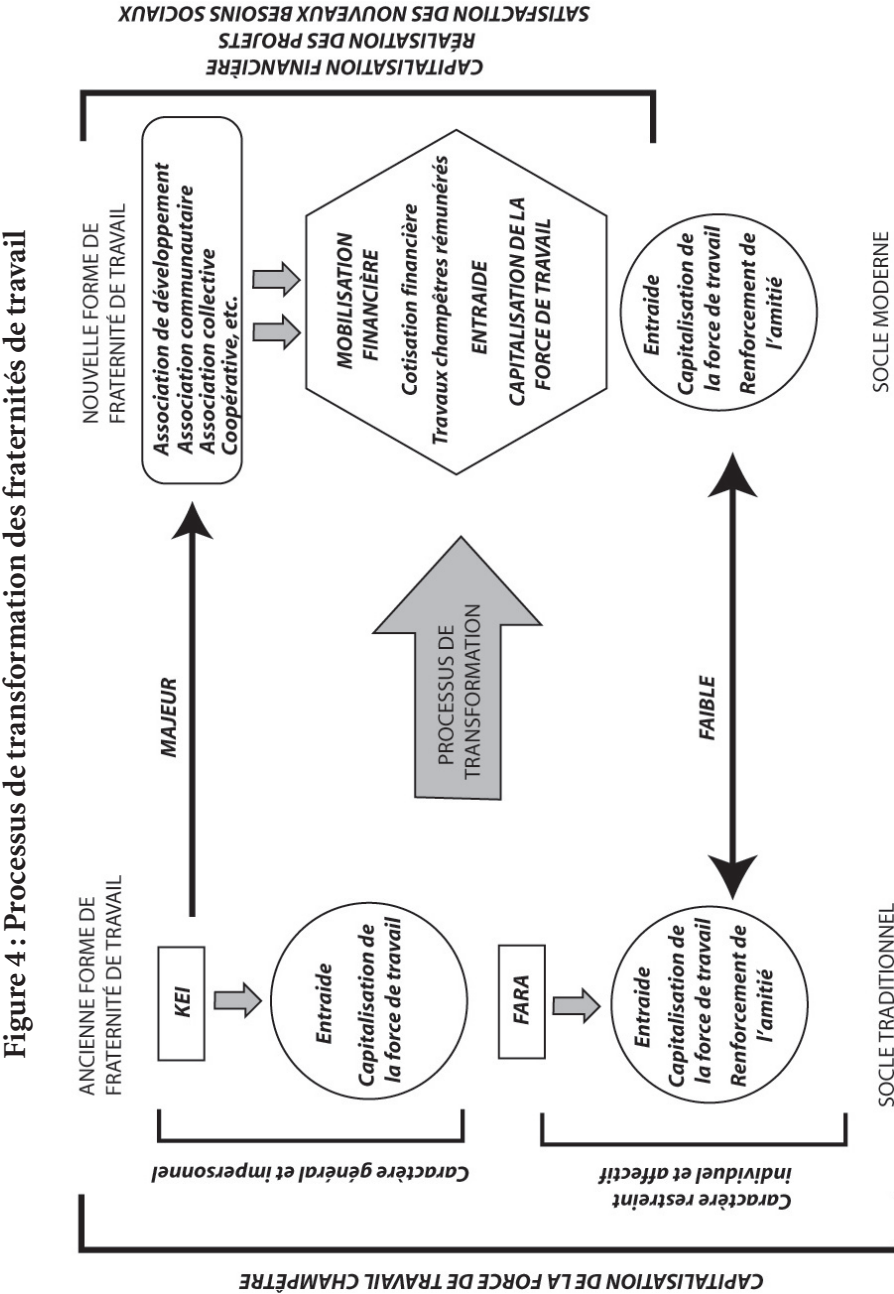
Que retenons-nous de cette désarticulation entre associations, d'une part, et entre associations et conseil du village, d'autre part? Que retenons-nous de la fragmentation des actions de développement? La segmentation des actions de développement — dont les causes aussi bien que les conséquences résident dans la désarticulation entre les structures villageoises — puise son essence dans la structure sociale même des villages Toura. En somme, les actions de développement sont fragmentaires parce qu'elles sont le reflet d'une société égalitaire et basée sur les clans, les lignages et les familles. Aujourd'hui, au niveau du processus de développement en pays Toura, la question est de savoir s'il faut continuer à se baser sur ces structures associatives fragmentaires existantes ou s'il faut changer ces structures. Quel type de lien devrait-il y avoir entre les associations et le conseil du village? Faut-il remplacer les structures traditionnelles de décision par de nouvelles structures? La réponse à ces différentes interrogations constitue des éléments pertinents, susceptibles d'apporter une dynamique au développement du pays Toura. Mais, pour le moment, les problèmes ci-dessus mentionnés constituent des handicaps et expliquent mieux les difficultés de développement observées dans le milieu Toura.

Des anciennes formes traditionnelles de solidarité de travail à l'émergence des associations de développement

Forme traditionnelle de fraternité de travail

Depuis la nuit des temps, la solidarité villageoise s'est toujours traduite par des actions permettant le renforcement de la cohésion sociale entre famille et groupe de lignage et surtout par des actions d'entraide et de soutien mutuel (Soumahoro, 2003). Dans le cadre des activités champêtres qui occupent la majeure partie du temps des paysans Toura, la capitalisation de la force de travail constitue l'enjeu majeur de toute activité entreprise dans un cadre d'entraide. Les paysans s'apportent mutuellement de l'aide dans le cadre des activités champêtres. Cette aide se fait sous deux formes (cf. figure 4) : premièrement, sous une forme collective ayant un caractère général et impersonnel, connue sous l'appellation de *kei*. Le paysan qui a besoin d'une aide massive à une étape importante de son calendrier agricole (défrichage, semis, sarclage, récolte, etc.) demande l'aide des autres paysans (jeunes,

adultes ou femmes) qui se mobilisent pour lui apporter une journée de travail gratuitement. Il a à sa charge la responsabilité de leur fournir de la nourriture et de la boisson locale. Cette mobilisation exceptionnelle des autres membres de la communauté répond à un souci d'entraide et surtout à une volonté de capitaliser la force de travail. En effet, le travail champêtre nécessite un



effort physique incroyable qui demande de temps en temps que les paysans s'unissent afin de faire avancer les travaux. La deuxième forme d'aide se fait sous la forme d'une prestation de service réciproque appelée *fara*. Elle est basée sur une logique d'entraide, de capitalisation et surtout de renforcement de l'amitié. Cette entraide a un caractère individuel et affectif. Elle est le plus souvent développée par deux ou trois personnes qui sont des ami(e)s et qui, pour affirmer ou pour renforcer les liens d'amitié qui les unit, décident de travailler de manière rotative et en commun dans leur champ respectif.

Cette forme de fraternité de travail ancrée dans les us et coutumes Toura connaît progressivement une transformation. On assiste à l'apparition de nouvelles formes de pratiques sociales et de solidarités qui, sans toutefois faire disparaître les premières, façonnent considérablement le paysage traditionnel villageois.

Nouvelle forme de fraternité de travail

L'entraide villageoise, sous sa forme traditionnelle et collective (*kéi*) est en train de connaître une transformation majeure. En effet, la monétarisation du milieu rural a transformé la force de travail traditionnelle gratuite en une force de travail mercantile. Les paysans ont constitué progressivement, sous le mode opératoire des formes traditionnelles de fraternité de travail, des associations d'entraide structurées. Ces associations d'entraide sont devenues les piliers de l'action de développement des villages. Il s'agit des associations dites de développement, des associations communautaires, des associations collectives ou des coopératives. Ces associations, qui se fixent pour objectif la satisfaction des besoins de leurs membres ou la réalisation des projets au profit de tout le village, doivent impérativement se doter des moyens nécessaires pour atteindre ce but. La stratégie adoptée, en fonction de la nature de l'association, s'articule généralement autour de la mobilisation financière par les cotisations, par les travaux champêtres rémunérés, par l'entraide entre les membres et par la capitalisation de la force de travail. L'objectif général fixé est la capitalisation financière qui doit permettre par la suite la réalisation des projets de développement et la satisfaction des nouveaux besoins sociaux au profit des membres de l'association ou du village. Dans ce processus de changement que connaissent les pratiques traditionnelles de fraternité de travail, force est de constater que le *fara* a connu très peu de changements. Il garde toujours son caractère traditionnel, même si sa pratique est de moins en moins répandue, comme autrefois.

La substitution progressive des pratiques traditionnelles de fraternité de travail par des pratiques nouvelles, considérées comme les piliers des actions de développement, a entraîné l'émergence de nouvelles pratiques de prestations de travail et a créé un nouveau cycle de paupérisation et une nouvelle déréglementation du temps de travail.

Émergence de nouvelles pratiques de prestations de travail : le contractuel

En raison de sa marginalité et de la petite taille des exploitations, le salariat agricole dans le pays Toura n'est pas développé comme dans les autres régions (Sud et Est) de la Côte d'Ivoire. L'aide apportée au paysan se fait dans un cadre de fraternité de travail et parfois dans un cadre contractuel. Dans ce dernier cas, les prestations de service sont le fait de groupes de jeunes sur la base de contrats journaliers de travail moyennant une rémunération monétaire de la part du paysan. Elle a tendance à se développer dans le pays Toura et est connue sous le nom de *téléclé* qui signifie en dioula, « une seule journée ». Cette forme de prestation est pratiquée le plus souvent par les immigrants venant des pays limitrophes de la Côte d'Ivoire (Burkina Faso, Mali, Guinée). Le métayage est aussi répandu, surtout dans les zones de forte production caféière. Il est pratiqué aussi bien par les autochtones que par les immigrants.

Monétarisation de l'entraide villageoise ou renforcement de la paupérisation des petits paysans

La monétarisation de l'entraide villageoise a des conséquences négatives sur un certain nombre de paysans, ceux qui ne peuvent plus mobiliser la force de travail traditionnelle pour les aider dans les travaux champêtres. Il devient difficile, voire pratiquement impossible, pour un petit paysan de mobiliser une force de travail gratuite. Tout se marchande et la force de travail fait l'objet de spéculation financière. Le petit paysan, même s'il est animé par une volonté de faire un grand champ, doit revoir à la baisse sa prétention, au risque de se voir accabler par un trop gros volume de travail. Le petit paysan, faute d'appui financier, fera toujours un petit champ qui ne pourra pas non plus lui permettre de générer un surplus financier pouvant l'aider à s'attacher les services des associations d'entraide. Son action s'inscrit dans une logique de cercle vicieux qui va toujours le maintenir dans son statut de petit paysan.

Nous avons observé sur le terrain des actions menées par le petit paysan pour se sortir de ce cercle vicieux. Il s'agit, pour le paysan, de contracter des prêts financiers pour s'attacher les services des associations d'entraide. Mais cette approche ne donne pas les résultats escomptés et crée une dépendance du paysan vis-à-vis de son créancier. Ces créanciers sont de grands paysans et des commerçants qui se sont spécialisés dans le négoce du riz et autres produits vivriers. Les conditions draconiennes liées aux prêts donnent l'impression au petit paysan de travailler pour quelqu'un d'autre. Cette situation de dépendance maintient le petit paysan dans une logique de pauvreté qui inhibe toutes ses actions.

Diminution du temps de travail

L'étude terrain est arrivée à la conclusion que le temps de travail consacré aux travaux champêtres dans le cadre du *kei* a considérablement diminué.

Cette situation est la conséquence de l'introduction de la monnaie dans l'espace rural. Elle ne porte pas sur le temps que consacre le paysan à ses travaux, mais sur le volume horaire d'une activité exercée dans le cadre de la fraternité de travail traditionnel. Dans l'ancien temps, ce volume horaire était de huit heures, en moyenne, dans une journée. Aujourd'hui, l'effort fourni par les paysans dans le cadre d'un travail non rémunéré est de plus en plus insignifiant. L'enquête sur le terrain a montré que le travail champêtre gratuit débute entre neuf heures et dix heures et s'arrête généralement à 16 heures, avec une pause midi d'environ d'une heure pour manger, ce qui fait une moyenne de cinq heures de travail dans la journée. Cela est très peu. La rigueur dans le travail s'amoindrit. De plus, ce type de travail étant gratuit, le paysan doit se plier à certaines exigences. Il s'agit de servir un repas bien garni et de la boisson en abondance, toutes choses qui demandent des efforts financiers supplémentaires au petit paysan. La plupart des paysans enquêtés trouvent que le résultat qu'ils obtiennent après la mobilisation de la force de travail gratuite est en deçà de leur attente. On note une réelle démotivation des autres paysans à aller travailler sans rémunération. La mobilisation de la force de travail s'affaiblit et la rigueur dans le travail d'entraide gratuit devient de moins en moins évidente, posant implicitement la survie même des pratiques traditionnelles de fraternité de travail à long terme.

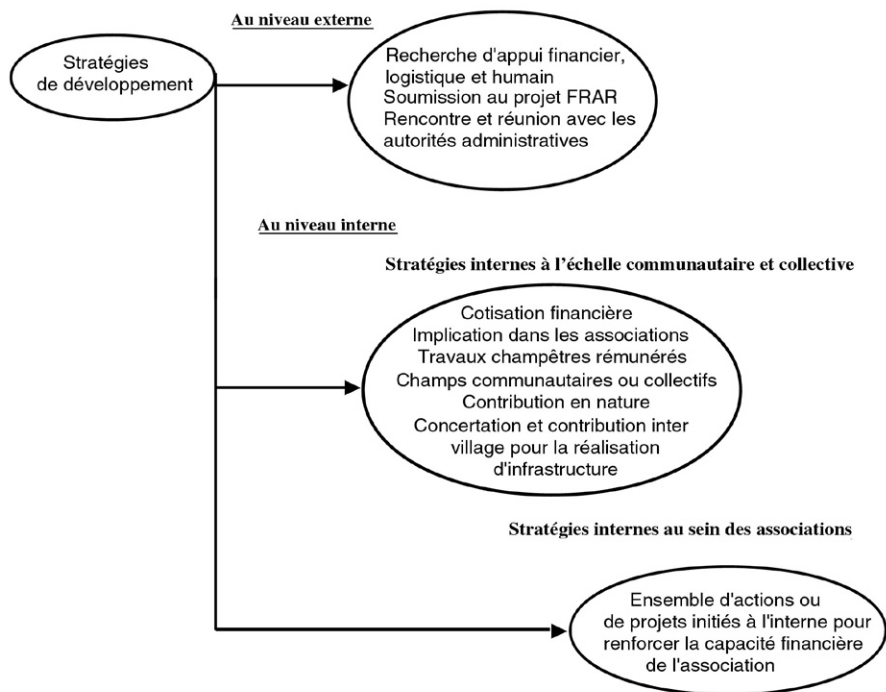
En résumé, la nouvelle contrainte sociale de travail, née du relâchement de la forme traditionnelle de solidarité de travail basé sur le bénévolat, offre peu de possibilité aux petits paysans d'accroître leur production, même si elle ouvre de nouvelles perspectives de mobilisation financière pour la réalisation de projets d'intérêt communautaire. Cette situation a des implications sur les efforts de production d'une importante partie du monde paysan. Toutefois, la nécessité de s'impliquer dans la réalisation des projets amène les associations à mettre en place des stratégies de développement.

Stratégies de développement local

Selon M. Foucault⁵, la stratégie représente le choix des moyens utilisés pour parvenir à une fin. Elle constitue donc un ensemble d'actions rationnelles mises en œuvre pour atteindre un objectif. Les stratégies de développement constituent l'ensemble des moyens ou des opérations concrètes effectuées pour atteindre des objectifs de développement initialement définis et planifiés. La mise à exécution des projets de développement initiés dans le pays Toura nécessite de la part des paysans la réalisation d'un ensemble d'actions pertinentes. Les actions initiées sont orientées vers l'extérieur et vers l'intérieur (cf. figure 5).

⁵ Dans Mianda-Mutonkoley (1992).

Figure 5
Stratégies à l'externe et à l'interne



Cette stratégie tente de répondre à la question suivante : comment faire pour réaliser les projets que nous avons décidés d'un commun accord? C'est de la volonté de répondre à cette question que découle l'attitude paysanne face aux actions de développement. Au niveau externe, cette stratégie prend en compte la dimension financière mais aussi humaine et logistique.

Stratégies de développement au niveau externe

Nous entendons par stratégie de développement au niveau externe l'ensemble des actions initiées ou entreprises par la communauté paysanne en direction de l'extérieur et dont la finalité est la satisfaction de leurs besoins ou l'obtention de moyens et d'aide nécessaires à la réalisation d'un projet ou même à la conception de ce projet. Les actions initiées en direction de l'extérieur ciblent de prime à bord l'État, partenaire privilégié du monde rural. Les paysans demandent à la tutelle publique un appui financier pour la réalisation des projets et un appui logistique et humain pour le fonctionnement des infrastructures réalisées. À ce niveau, toute la stratégie repose sur le chef du village, qui est l'intermédiaire entre les villageois et l'extérieur. Le chef

du village, qui participe au conseil de sous-préfecture, y soumet les projets et les doléances de sa population à l'administration. C'est au conseil de sous-préfecture que les projets que le village souhaite réaliser avec l'appui du FRAR (Fond régional d'aménagement rural) sont discutés.

Au niveau externe, l'initiative villageoise, pourtant indispensable, est peu significative. Elle se heurte et se limite aux premiers maillons de l'administration (le sous-préfet) et des structures d'encadrement (les agents d'encadrement). Les paysans ne disposent pas d'outils d'action pertinents à ce stade pour avoir une stratégie de développement au niveau externe plus agressive que celle que nous venons de souligner.

Stratégies de développement au niveau interne

Par stratégie de développement au niveau interne, nous entendons l'ensemble des actions initiées ou entreprises par la communauté paysanne dans le village et dont la finalité est la satisfaction de leurs besoins d'aide ou d'entraide ou la réalisation d'un projet. À ce stade, la stratégie paysanne s'exerce à deux niveaux : une stratégie à l'échelle communautaire et collective et une stratégie au sein des associations.

Stratégies internes à l'échelle communautaire et collective

Elles sont constituées d'un ensemble d'actions menées de manière collective par l'ensemble de la population villageoise ou par une partie de cette population. Elles portent sur les cotisations individuelles, les implications dans les associations, les travaux communautaires et collectifs, les contributions en nature, les travaux champêtres rémunérés et les concertations inter-villageoises.

L'observation du terrain a montré que le premier moyen utilisé par les villageois est la cotisation en argent pour réaliser les projets. Le montant de cette cotisation est fonction du type de projet. La cotisation se fait soit par ménage, soit par chef de famille ou s'étend à toutes les couches sociales (jeunes, femmes, hommes).

Le second moyen utilisé par les villageois est leur implication dans les associations d'aide et d'entraide villageoise. Ces associations constituent des garanties sociales d'accès à la force de travail, mais aussi de mobilisation financière par la réalisation de travaux champêtres rémunérés, qui constituent le troisième moyen de financement. Ils portent sur les activités de semis, de sarclage, de récolte, d'entretien de plantations et de cueillette de café. L'argent obtenu à partir de ces activités est épargné au village ou à la banque. Lorsqu'il s'agit de participer à un projet, l'argent épargné est investi dans la réalisation de ce projet.

Le quatrième moyen, qui est en fait nouveau et qui tend à se généraliser dans le milieu Toura, est la réalisation des champs communautaires et

collectifs. Elle est le fait d'associations déjà existantes qui s'investissaient auparavant dans les travaux champêtres rémunérés. Désormais, ces associations s'investissent dans la création des champs communautaires ou collectifs et l'argent gagné suite à la vente des produits est injecté dans les projets d'intérêts communautaires ou collectifs. Une partie de cet argent peut être injectée dans des actions sociales d'aide, d'entraide et dans des manifestations culturelles.

Le cinquième moyen est la contribution en nature à la réalisation d'un projet. En effet, à défaut de donner l'argent pour la réalisation d'un projet, les paysans contribuent en nature. Ils donnent une certaine quantité de produits agricoles, proportionnelle à leur part financière dans le projet. Même si ce cas a été observé dans certains villages, sa pratique n'est pas répandue. Les paysans participent aussi à des projets par l'apport de main d'œuvre, rémunérée ou bénévole. Il s'agit généralement de jeunes réquisitionnés par le conseil du village pour apporter leur appui à la réalisation d'un projet.

Stratégies internes au sein des associations

Les stratégies observées au sein des associations sont, en fait, un ensemble d'initiatives que prennent les membres afin de renforcer la capacité financière et d'actions des associations. Elles portent essentiellement sur la diversification des sources potentielles de revenus. Plusieurs activités sont entreprises, comme la création de plusieurs champs communautaires par une association. Ces stratégies sont plus développées au sein des associations communautaires ayant des objectifs précis à atteindre. Il s'agit de groupes plus cohésifs de personnes qui ont les mêmes centres d'intérêts et qui sont motivées.

La plupart du temps, la stratégie est limitée à une seule action. Il s'agit pour les associations de poser des actes, de prendre des initiatives susceptibles de leur permettre d'aller chercher le maximum d'argent pour la réalisation de leur projet. La plupart des groupes communautaires sont inscrits dans cette logique qui montre une fois de plus que la mobilisation financière constitue l'élément fondamental des actions paysannes.

Actions individuelles, communautaires et collectives à la réalisation des projets : un processus complexe

Les entretiens portant sur les besoins et les projets que nous avons eus avec les villageois et les différents groupes ont permis de faire le constat suivant : il existe des projets qui sont facilement réalisables par les villageois eux-mêmes et des projets qui nécessitent un appui extérieur dans leur conception et leur exécution. Il existe aussi des projets individuels, des projets communautaires et des projets collectifs. L'examen des projets a permis d'identifier deux types de projets distincts mais non opposés et qui parfois se complètent. Il s'agit de

projets de type endogène et de projets de type exogène. Ces projets découlent des besoins exprimés par les paysans. Ils portent sur des besoins de base (eau, santé, éducation, etc.), d'entraide (soutien financier, travaux agricoles, soutien en cas de maladie, etc.), communautaires (achat de machine à décortiquer, etc.) et collectifs (infrastructures, services, etc.). Ces besoins sont exprimés de manière individuelle, communautaire ou collective.

Initiative de projet et appui extérieur

Les projets réalisés, en cours de réalisation ou encore à réaliser dans le milieu Toura sont d'origine interne (villageoise) ou d'origine externe. L'analyse des 31 projets que nous avons recensés dans les quatre villages a permis de nous faire une idée de l'origine des différents projets (cf. tableau 3).

Tableau 3
Type de projets initiés à l'interne et à l'externe

Projet initié unilatéralement de l'extérieur	Projet initié unilatéralement par les villageois	Projet FRAR	Projet réalisé par une structure externe ou par un individu et appuyé par les villageois
16 %	45 %	32 %	7 %

Les projets initiés unilatéralement par les villageois sont les plus nombreux (45 %). Ils sont suivis de ceux réalisés dans le cadre du FRAR (32 %). Les projets initiés unilatéralement de l'extérieur représentent 16 % des projets. Les projets initiés par des structures autres qu'étatiques représentent 7 % des projets.

L'ensemble des projets initiés avec les villageois représente 52 % des projets. Ce pourcentage prouve que la capacité d'initiative des villageois est importante. Toutefois, cette capacité diminue progressivement. En effet, la majorité des projets initiés et exécutés par les villageois date des années 1970 et 1980 quand le pouvoir d'achat du paysan était important grâce au prix du café à la hausse. La chute continue des prix du café a considérablement réduit la marge d'action et donc d'initiative des villageois. Aucun nouveau projet n'a été réalisé de manière unilatérale par les paysans sans appui extérieur depuis les années 1990 et 2000.

Les appuis extérieurs dont bénéficient les projets villageois sont d'ordre financier, logistique, administratif et humain. Sur les 14 projets que nous avons identifiés comme initiés de l'extérieur ou initiés dans le cadre des projets FRAR, 12 projets ont bénéficié d'un appui financier extérieur. Le

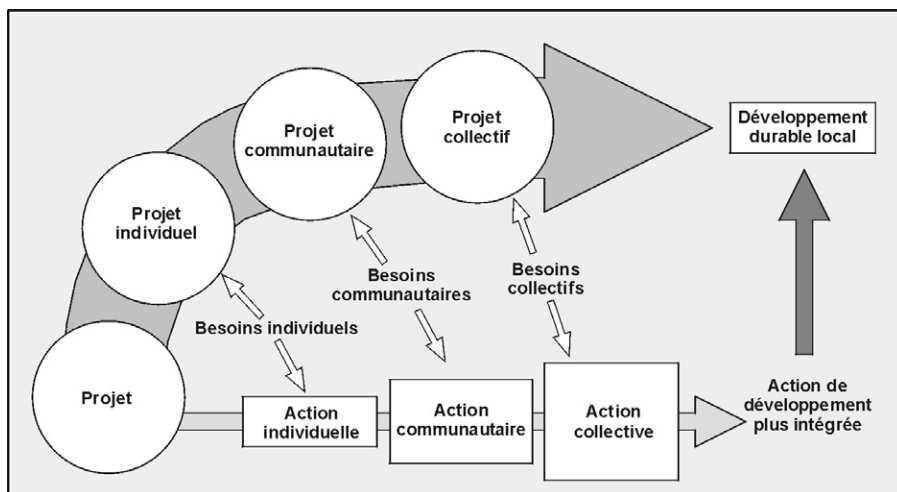
seul projet qui a eu besoin d'un appui logistique est l'électrification du village de Kpata, qui a été exclusivement réalisée par l'État. Le second projet qui a reçu un appui externe est celui du regroupement du village de Gbagouiné et des petits villages environnants. Ce projet est appuyé par l'administration par le biais du sous-préfet. Celui-ci essaie tant bien que mal d'en expliquer le bien-fondé aux villageois, malgré le fait que la situation ne semble pas évoluer en ce sens. L'appui humain dont bénéficient les projets se situe à la phase d'exécution des projets qui nécessitent des moyens importants pour atteindre les objectifs fixés. Il s'agit de l'appui des agents d'encadrement dans la réalisation des champs communautaires et la commercialisation des produits issus de ce champ. L'appui financier constitue l'apport externe important dans les projets de développement d'autant plus que la participation interne au niveau financier est faible.

De l'individuel au collectif : beaucoup d'efforts restent à faire

Nous posons comme hypothèse générale que le développement dans le milieu rural Toura doit reposer avant tout sur des actions collectives. En effet, force est de constater que la conjugaison dans l'espace Toura d'un certain nombre de facteurs socio-économiques et culturels n'a pas permis l'émergence d'individus capables d'initier et de planifier des projets de développement pour l'ensemble de la population. Dans le milieu Toura, il reste beaucoup d'efforts à faire pour donner aux actions de développement leur caractère collectif. Nous avons observé qu'il existe des projets collectifs, mais pas nécessairement d'action collective, encore moins d'association collective.

Nous appelons communauté un groupe d'individus (jeunes, adultes, anciens, femmes) au sein de l'ensemble de la population villageoise qui ont en commun des intérêts et des idées et qui décident ensemble d'agir dans le but de satisfaire à la réalisation de leurs intérêts ou au triomphe de leurs idées. À partir de cette base, le projet communautaire est donc un projet initié par cette communauté villageoise pour satisfaire ses intérêts, qui ne sont pas nécessairement ceux de l'ensemble de la population. Par contre, la collectivité est différente de la communauté. On définit la collectivité comme l'ensemble des individus vivant dans un village (et sa périphérie) n'ayant pas nécessairement les mêmes intérêts, mais qui décident de mettre en commun un certain nombre d'objectifs et d'actions pour satisfaire l'ensemble de la population. Les projets initiés à ce niveau sont des projets collectifs, résultant de l'action conjuguée de tous les membres du village. Ils ont un caractère plus général. La réalisation du développement durable au niveau local s'inscrit donc dans un processus dynamique, qui part des projets individuels et qui aboutit aux projets communautaires, puis collectifs, et des actions individuelles aux actions communes, puis collectives (cf. figure 6).

Figure 6
Évolution des projets individuels vers les projets collectifs



Sur le terrain, si on observe une cohérence entre projet et action individuelle, entre projet communautaire et action communautaire, tel n'est pas le cas au niveau des projets collectifs et des actions collectives. Les projets collectifs concernent effectivement l'ensemble de la population villageoise qui bénéficie de manière directe ou indirecte des retombées de ces projets (par exemple, la construction d'une école ou d'un centre de santé). Mais l'exécution des projets collectifs n'intègre pas nécessairement toutes les composantes de la société dans l'action. L'action peut être menée par une partie importante de la population à travers des associations reconnues comme collectives. Il s'agit d'un collectivisme circonstanciel, qui s'impose de lui-même par le dynamisme d'un groupe villageois qui finit par prendre de l'ascendance sur les autres associations, ou par la volonté du conseil du village de désigner une association comme l'association de tous les villageois. Un exemple édifiant est celui de Gouané, où l'association féminine *Gohizan* et l'association masculine PDCI sont considérées comme les associations collectives du village. Pourtant, elles représentent chacune une entité spécifique, même si elles participent à la réalisation de projets collectifs. Ceci pour montrer que l'action collective n'intègre pas nécessairement toutes les composantes de la classe sociale (jeune, adulte, ancien) ou le sexe (homme et femme). Elle repose parfois sur l'une ou l'autre des entités. Elle n'a pas encore atteint le niveau d'intégration de toutes les composantes de la société villageoise qui serait capable d'asseoir le dynamisme de développement à travers des actions plus intégrées.

Il faut donc relativiser la notion de collectivité et la ramener à la représentation qu'en fait le Toura. Dans ce cas, elle prend le sens d'action

menée au nom de toute la communauté villageoise, même si cette action est le fait d'une partie de cette population, considérée comme représentative de l'ensemble de la population. Le paysan transpose au niveau du village la représentation sociale de l'autorité familiale qui fait de l'homme le chef de famille. C'est cette représentation qui justifie *de facto* le rôle d'association collective attribué aux GVC, composés uniquement d'hommes, même si on observe depuis quelques années l'émergence d'associations féminines plus dynamiques qui sont désignées comme des associations collectives. Les actions collectives concrètes qui mobilisent l'ensemble de la population portent sur les cotisations financières imposées aux hommes, aux femmes et aux jeunes lorsqu'il s'agit de financer une activité ponctuelle. Les différents projets initiés dans les villages sont donc de types collectifs, communautaires et individuels (cf. tableau 4).

Tableau 4
Nature des projets réalisés dans les villages

Projet collectif	Projet communautaire	Projet individuel
74 %	19 %	7 %

Les projets collectifs dominent largement dans les villages. Ils constituent 74 % des 31 projets que nous avons dénombrés dans les quatre villages. Les projets communautaires viennent en seconde position. Quant aux projets individuels, ils sont très limités et portent sur des actions individuelles d'intérêt collectif ou des actions initiées de manière unilatérale par l'État. Nous retenons les cas de l'électrification et de l'installation d'eau courante du village de Kpata (cf. encadré 5).

Encadré 5
Actions d'intérêt collectif initiées par l'État ou par un individu

L'électrification du village.

Elle s'est faite dans le cadre du projet gouvernemental de l'électrification du milieu rural. Les villageois n'ont pas participé de manière financière à une quelconque activité. Les villageois ont été surpris un matin de voir des individus venir au village déposer le matériel nécessaire pour les travaux d'électrification. Tous les villageois qui ont travaillé dans le cadre de ce projet (les jeunes du village) étaient rémunérés. La contribution du village a été la participation des jeunes en tant que main d'œuvre.

Installation de l'eau courante au village

Elle est l'initiative d'une seule personne. Il s'agit d'un haut responsable de la SODECI (Société de Distribution d'eau en Côte d'Ivoire). Il est originaire du village de GAN I. Il a décidé de manière unilatérale de la construction d'un château d'eau pour alimenter les trois gros villages de GAN I, GAN II et KPATA. Dans sa démarche, il s'est adressé au chef du village qui, avec le conseil du village et la population villageoise, a donné son accord pour que ce projet puisse se réaliser. Tout ce qui a été demandé aux villageois est le prix d'abonnement, qui s'élevait à 20 000 F CFA (50 \$ Can). Le nombre d'abonnés est de 52 ou 53.

Propos extraits d'un entretien avec les responsables des jeunes de Kpata

Conclusion

Au terme de cette présentation sur les causes qui freinent les actions des villages Toura et sur les initiatives entreprises de manière individuelle et collective par les acteurs locaux, on réalise la complexité des phénomènes qui sous-tendent le processus de développement. Si la volonté des paysans de sortir d'une situation de sous-développement au regard des efforts qu'ils fournissent est manifeste, le poids de la tradition constitue encore un handicap à certains égards. La place qu'occupe la femme Toura aujourd'hui est déphasée par rapport au rôle important qu'elle joue dans les actions de développement. Même si elle a un pouvoir économique important, la prégnance des lois et des coutumes traditionnelles la maintient sous l'autorité constante de l'homme. D'où la volonté constante de ce dernier de contrôler les actions initiées par la femme. Un autre aspect important est la gestion des associations qui se fait en dehors de tout critère rationnel. Cette gestion repose plutôt sur des valeurs de partage de pouvoir entre les clans et les grandes familles du village. Les attitudes des différents acteurs, leurs décisions et leurs comportements s'articulent autour d'un environnement social très fort, expliquant en partie les difficultés rencontrées dans la réalisation, l'exécution et la planification des projets.

Les besoins du paysan Toura sont nombreux. Ils portent sur le social, l'économique et le politique et sont motivés par la recherche d'un bien-être et de l'amélioration du cadre de vie. La cohérence entre les besoins individuels et les besoins collectifs constitue un élément majeur dans la mise en place et l'exécution des projets sans une trop grande contrainte. La satisfaction de ces besoins est à la base de la transformation progressive et irréversible des formes traditionnelles de fraternité de travail en des associations ou des coopératives de développement. Ces différents acteurs élaborent de manière collective ou

individuelle des stratégies au niveau interne et externe. La recherche d'appui financier, logistique et humain constitue la base de la stratégie externe, tandis qu'au niveau interne, l'accent est mis sur la participation par la mobilisation des ressources humaines et financières.

Malgré la capitalisation financière observée, les objectifs de développement ne sont pas toujours atteints et plusieurs projets ne sont pas réalisés. Des raisons, autres que financières, expliquent certainement cette contre-performance souvent observée dans le processus de développement rural. Face à cette réalité, même si la participation et l'émergence de nouvelles pratiques sociales constituent des atouts essentiels pour propulser le développement, la définition d'un cadre global des initiatives en appui avec les partenaires extérieurs demeure une nécessité absolue. Il s'agit là d'un autre défi qui doit être relevé par tous les acteurs locaux.

Références

- BERNIER, Jacques (1984). « Problématique de développement de la région de Bolama (Guinée-Bissau) », *Revue internationale des sciences du développement*, Université Catholique de Louvain, Vol. XVI, n° 1, p. 75-95.
- DE ROSNAY, Joël (1975). *Le macroscope : vers une vision globale*, Paris, Seuil, 295 p.
- GONIN, Gilbert (1986). *Rapports entre Mandé et peuples forestiers et préforestiers de l'ouest de la Côte d'Ivoire à travers les traditions orales Tura (Milieu du XVII^{ème} siècle — début XX^{ème} siècle)*, Thèse de doctorat, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, 363 p.
- GROLEAU, Yves, et Paul MAKDISSI (2002). « Que pouvons-nous apprendre des profils de pauvreté canadiens? » *L'Actualité économique*, vol. 78, n° 2, p. 257-286.
- HOLAS, Bernard (1962). *Les Toura, Esquisse d'une civilisation montagnarde de Côte d'Ivoire*, Paris, PUF, 334 p.
- LESSARD, M. A. (1987). « L'univers des pauvres et de la pauvreté », dans M. Gauthier (dir.), *Les nouveaux visages de la pauvreté*, Québec, IQRC, coll. « Questions de culture », n° 12, p. 235-256.
- MIANDA-MUTONKOLEY, Gertrude (1992). *Genre, pouvoir et développement. Des stratégies des femmes dans la production maraîchère de Kinshasa, Zaïre*, Thèse de doctorat, Université Laval, Québec, 267 p.
- SOUMAHORU, Moustapha (2003). *Activité humaine et développement durable dans la région montagneuse de l'ouest de la Côte d'Ivoire : le cas du pays Toura*, Thèse de doctorat, Université Laval, Québec, 506 p.
- TOWNSEND, Peter (1974). « Poverty as Relative Deprivation », dans D. Wedderburn (dir.), *Poverty, Inequality and Class Structure*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 15-41.

